

F. 94 — 2463

[C — 27499]

**23 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant les arrêtés royaux des 25 octobre 1990, 19 août 1991 et 19 août 1992  
concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, modifié par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1994 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1961 portant règlement général du Fonds d'investissement agricole, modifié par les arrêtés royaux des 3 janvier 1979, 5 août 1982 et 3 janvier 1984;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1990 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture, modifié par les arrêtés royaux des 19 août 1991 et 19 août 1992;

Vu le Règlement (CEE) 2328/91 du Conseil du 15 juillet 1991 concernant l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture;

Vu le Règlement (CEE) 870/93 de la Commission du 14 avril 1993 modifiant le Règlement (CEE) 2328/91 du Conseil en ce qui concerne l'ajustement de certains montants fixés en Ecus suite à la modification des taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CEE) 3669/93 du Conseil du 22 décembre 1993 modifiant les Règlements (CEE) n<sup>os</sup> 2328/91, 866/90, 1360/78, 1035/72 et 449/69 en vue d'accélérer l'adaptation des structures de production, de transformation et de commercialisation dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune;

Vu le protocole d'accord entre les Régions et le Ministère fédéral de l'Agriculture relatif aux matières agricoles régionalisées conformément à la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois du Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifiées par les lois des 9 août 1980; 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les Règlements énumérés ci-dessus sont obligatoires dans tous leurs éléments et directement applicables dans tout Etat membre avec entrée en vigueur respectivement au 1<sup>er</sup> janvier 1993 et au 1<sup>er</sup> janvier 1994, et qu'il y a lieu de permettre une utilisation complète des autorisations d'engagement annuel pour les aides aux investissements agricoles, et particulièrement en 1994 pour laquelle, en vertu de l'article 31bis de l'arrêté royal du 25 octobre 1990, la période d'introduction était limitée au 31 mars 1994;

Sur la proposition du Ministre ayant l'agriculture dans ses attributions,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté auquel se rapportent les modifications visées aux articles 2 à 9 ci-dessous est l'arrêté royal du 25 octobre 1990, modifié par les arrêtés royaux des 19 août 1991 et 19 août 1992.

**Art. 2.** L'article 4, alinéas 4 à 6, de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le revenu de référence ne peut dépasser le salaire brut moyen des travailleurs non agricoles.

Par unité de travail humain (UTH), il y a lieu d'entendre 1 800 heures de travail par année.

Le Ministre de l'Agriculture de la Région wallonne fixe, chaque année, le revenu de référence à prendre en considération. »

**Art. 3.** L'article 7 de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. Le régime d'aide visé à l'article 6 peut porter sur des investissements visant à :

a) l'amélioration qualitative et la reconversion de la production, en fonction des besoins du marché et, le cas échéant, en vue de l'adaptation aux normes de qualité communautaires;

b) la diversification des activités sur l'exploitation, notamment par des activités touristiques et artisanales et la fabrication et la vente à la ferme de produits de la ferme;

c) l'adaptation de l'exploitation en vue d'une réduction des coûts de production et de la réalisation d'économies d'énergie;

d) l'amélioration des conditions de vie et de travail;

e) l'amélioration des conditions d'hygiène des élevages ainsi que le respect des normes communautaires en matière de bien-être des animaux ou, à défaut, des normes nationales jusqu'à l'adoption des normes communautaires;

f) la protection et l'amélioration de l'environnement.

L'aide visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut être accordée pour des investissements dans le secteur de la production laitière ayant pour effet un dépassement de la quantité de référence déterminée en exécution des articles 2, 3 et 6 du Règlement (CEE) n<sup>o</sup> 857/84, modifié par le Règlement (CEE) n<sup>o</sup> 590/85, sauf si une quantité de référence supplémentaire a été préalablement accordée en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, point c) de ce Règlement ou obtenue par un transfert en exécution de l'article 7 du même Règlement.

Dans ce cas, l'aide n'est accordée que si l'investissement ne porte pas le nombre de vaches laitières à plus de 40 par UTH et à plus de 60 par exploitation ou, lorsque l'exploitation dispose de plus de 1,5 UTH, ne conduise pas à augmenter de plus de 15 % le nombre des vaches laitières.

L'octroi d'aide pour des investissements telle que visée à l'article 6, 1<sup>o</sup>, de cet arrêté, qui ont pour effet d'augmenter le nombre de places de porcs, est exclue.

Une place nécessaire à une truie d'élevage correspond à celle de 6,5 pores d'engraissement.

De plus, lorsqu'un plan d'amélioration prévoit un investissement dans le secteur de la production porcine, l'octroi des aides visées à l'alinéa 1er pour cet investissement est subordonné à la condition qu'après l'exécution du plan, au moins l'équivalent de 35 % de la quantité d'aliments consommée par les porcs puisse être produit par l'exploitation.

Les aides visées au § 1er qui sont octroyées pour des investissements concernant le secteur de production de viande bovine, à l'exception des aides visant la protection de l'environnement, sont limitées aux élevages dont la densité de bovins à viande ne dépasse pas, dans la dernière année du plan, 3, 2,5 et 2 unités de gros bétail (UGB), par hectare de superficie fourragère consacrée à l'alimentation de ces bovins pour les plans se terminant respectivement en 1994, 1995 et 1996 ou plus tard. Les limites de 2,5 et 2 UGB par hectare ne s'appliquent qu'aux demandes introduites à partir du 1er janvier 1994.

Lorsque le nombre d'animaux détenus sur une exploitation et à prendre en considération pour la détermination du facteur de densité conformément à l'article 4, point g), alinéa 1er, du Règlement (CEE) n° 805/88 ne dépasse pas 15 UGB, la densité maximale de 3 UGB par hectare est applicable.

Chaque taureau, vache ou autre bovin de plus de 2 ans représente 1 UGB et chaque bovin de 6 mois à 2 ans représente 0,6 UGB.

L'octroi de l'aide aux investissements visé à l'article 6, 1°, dans le secteur des oeufs et volailles, est exclu.

Aucune aide n'est accordée lorsque l'exploitation compte un nombre d'UTH supérieur au maximum fixé par le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions. »

**Art. 4.** A l'article 9, alinéa 1er, de l'arrêté, les mots « 60 606 Ecus par UTH » et « 121 212 Ecus par exploitation » sont remplacés respectivement par les mots « 73 224 Ecus par UTH » et « 146 448 Ecus par exploitation ».

**Art. 5.** A l'article 10, alinéa 1er, de l'arrêté, le chiffre « 360 000 » est remplacé par le chiffre « 439 344 »

**Art. 6.** L'article 11 de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. L'agriculteur ou l'horticulteur bénéficiant des aides communautaires, peut bénéficier d'aides régionales aux investissements :

sur la partie du prêt supérieure à 73 224 Ecus par UTH et 146 448 Ecus par exploitation sans toutefois que le montant total subsidié puisse dépasser 366 120 Ecus par UTH ou 732 240 Ecus par exploitation tenant compte des montants déjà subsidiés précédemment au titre des articles 4 et 8 du Règlement (CEE) n° 797/85 du Conseil du 12 mars 1985 concernant l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture lorsque l'opération concerne la construction de bâtiments d'exploitation, la transplantation de bâtiments d'une exploitation effectuée dans l'intérêt public, des travaux d'amélioration foncière ou des investissements destinés à la protection et à l'amélioration de l'environnement.

Ces aides comportent les mesures reprises à l'article 6 et sont accordées aux conditions stipulées à l'article 7.

La subvention-intérêt est de 3 % maximum pendant dix ans.

Le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 5 % . »

**Art. 7.** L'article 13, 1°, de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les aides sous forme de subvention-intérêt prévues par la loi précitée du 15 février 1961. La subvention est de 5 % maximum pendant dix ans dont une année d'amortissement différé et sa valeur capitalisée ne peut dépasser 24 164 Ecus.

Le taux d'intérêt à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3 % ».

**Art. 8.** L'article 27, alinéa 1er, de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'aide de démarrage est de 18 123 Ecus maximum. »

**Art. 9.** L'article 31bis de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les demandes introduites par les établissements de crédit agréés en vertu de l'article 6 de la loi précitée du 15 février 1961 sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

Toutefois, lorsque le volume des engagements nécessaires pour honorer les demandes visées à l'alinéa 1er du présent article pendant une période de douze mois dépasse l'autorisation d'engagement précitée, la subvention-intérêt visée par le présent arrêté sera réduite en fonction du volume des engagements nécessaires pour honorer ces demandes.

Pour l'année 1994, la période d'introduction des dossiers ne pourra dépasser le 30 septembre 1994.

La réduction est appliquée en priorité aux aides régionales, elle porte sur le montant de la tranche de crédit subsidiée.

Le Ministre de l'Agriculture de la Région wallonne fixe chaque année les modalités de calcul de la réduction précitée. »

**Art. 10.** L'arrêté royal du 19 août 1991, modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1990 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture, est abrogé.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets pour les articles 2, 3, 9 et 10 au 1er janvier 1994 et pour les articles 4 à 8 au 1er janvier 1993.

**Art. 12.** Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations Extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

D. 94 — 2463

[C — 27499]

**23. JUNI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Königlichen Erlasse vom 25. Oktober 1990, 19. August 1991 und 19. August 1992 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung vom 8. August 1988, des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen und des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines « Fonds d'investissement agricole » (landwirtschaftlichen Investitionsfonds), abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Januar 1994 zur Festlegung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 1961 über die allgemeine Ordnung des « Fonds d'investissement agricole », abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. Januar 1979, 5. August 1982 und 3. Januar 1984;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1990 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 19. August 1991 und 19. August 1992;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2328/91 des Rates vom 15. Juli 1991 über die Verbesserung der Effizienz in der Agrarstruktur;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 870/93 der Kommission vom 14. April 1993 zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2328/91 des Rates hinsichtlich der Anpassung bestimmter in Ecu festgesetzter Beträge aufgrund der Änderung der im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik anzuwendenden Umrechnungskurse;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3669/93 des Rates vom 22. Dezember 1993 zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2328/91, (EWG) 866/90, (EWG) 1360/78, (EWG) 1035/72 und (EWG) 449/69 zur beschleunigten Anpassung der Produktions-, Verarbeitungs- und Vermarktungsstrukturen im Rahmen der Reform der gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Protokolls des Abkommens zwischen den Regionen und dem föderalen Minister der Landwirtschaft über die an die Regionen übertragenen Zuständigkeitsbereiche in der Landwirtschaft, gemäß des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989.

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die vorgenannten Verordnungen in allen ihren Punkten Rechtskraft haben und durch ihr Inkrafttreten am 1. Januar 1993 bzw. am 1. Januar 1994 direkt in jedem der Mitgliedstaaten anwendbar sind und in der Erwägung, daß eine vollständige Einsetzung der jährlichen Verpflichtungsbewilligungen für die Unterstützung der landwirtschaftlichen Investitionen zu erlauben ist, insbesondere für das Jahr 1994, für das gemäß Artikel 31 bis des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1990 die Frist für die Einreichung der Anträge auf den 31. März 1994 begrenzt war.

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Bei dem Erlaß, auf den sich die in den nachstehenden Artikeln 2 bis 9 genannten Abänderungen beziehen, handelt es sich um den Königlichen Erlaß vom 25. Oktober 1990, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 19. August 1991 und 19. August 1992.

**Art. 2.** Die Absätze 4 bis 6 von Artikel 4 des Erlasses werden durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Das Richteinkommen darf das durchschnittliche Bruttoeinkommen, der Arbeitnehmer, die nicht im landwirtschaftlichen Bereich tätig sind, nicht überschreiten. Unter Arbeitskräfteinheit (AKE) sind 1 800 Arbeitsstunden pro Jahr zu verstehen. Der Minister der Landwirtschaft der Wallonischen Region legt jedes Jahr das zu berücksichtigende Richteinkommen fest. »

**Art. 3.** Artikel 7 des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 7. Das in Artikel 6 angeführte Unterstützungssystem kann sich auf Investitionen beziehen, die folgende Ziele verfolgen:

a) die qualitative Verbesserung und die Umwandlung der Produktion unter der Berücksichtigung des Marktbedarfs und ggf. zur Gewährleistung einer Anpassung an die Qualitätsnormen der Gemeinschaft;

b) die Diversifizierung der Aktivitäten des Betriebs, u.a. durch touristische und handwerkliche Aktivitäten oder durch die Herstellung und den Vertrieb von Produkten des Bauernhofes beim Hersteller;

c) die Anpassung der Bewirtschaftung, um eine Verringerung der Produktionskosten und Energieeinsparungen zu erreichen;

d) die Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen;

e) die Verbesserung der Hygienebedingungen in der Tierzucht sowie die Beachtung der Normen der Europäischen Gemeinschaft im Bereich des Wohlergehens der Tiere oder — mangels derartiger Normen — der nationalen Normen in Abwartung der Verabschiedung gemeinschaftlicher Normen;

f) den Schutz und die Verbesserung der Umwelt.

Die in Absatz 1 angeführte finanzielle Unterstützung kann nicht gewährt werden für Investitionen im Bereich der Milchwirtschaft, die dazu führen, die in Ausführung der Artikel 2 3 und 6 der Verordnung (EWG) Nr. 857/84, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 590/85, festgelegte Richtmenge zu überschreiten, es sei denn, es wurde in Ausführung von Artikel 4 § 1 Punkt c) dieser Verordnung eine zusätzliche Richtmenge vorher gewährt oder in Ausführung von Artikel 7 derselben Verordnung durch eine Übertragung erhalten.

In diesem Fall wird die Unterstützung nur dann gewährt, wenn durch die Investition die Zahl der Milchkühe nicht auf mehr als vierzig je AKE und mehr als 60 je Betrieb angehoben wird oder (wenn der Betrieb über mehr als 1,5 AKE verfügt) nicht dazu führt, die Zahl der Milchkühe um mehr als 15 % anzuheben.

Die Gewährung einer wie in Artikel 6 1° dieses Erlasses angeführten Unterstützung für Investitionen, die dazu führt die Anzahl der Stellplätze für Schweine zu erhöhen, ist ausgeschlossen.

Ein von einer Zuchtsau benötigter Stellplatz entspricht dem von 6,5 Mast Schweinen.

Wenn durch einen Verbesserungsplan eine Investition auf dem Gebiet der Schweinewirtschaft vorgesehen wird, hängt die Gewährung der in Absatz 1 angeführte finanzielle Unterstützung für diese Investition von der Bedingung ab, daß nach der Durchführung dieses Plans, wenigstens eine Menge, die 35 % aller von den Schweinen gefressenen Futtermittel, entspricht durch den Betrieb selbst produziert werden.

Die in Absatz 1 angeführte finanzielle Unterstützung, die für Investitionen im Bereich der Rindfleischproduktion gewährt werden, mit Ausnahme der Unterstützungen im Bereich des Umweltschutzes, beschränkt sich auf Zuchtbetriebe, in denen die Dichte von Schlachtrindern während des letzten Jahres des Plans nicht drei, zweieinhalb und zwei Großvieheinheiten (GVE) je Hektar der Fläche, die für die Fütterung dieser Rinder aufgewendet werden, übersteigen und zwar für die Pläne, die jeweils 1994, 1995 und 1996 oder später abgeschlossen werden. Die Grenzwerte von 2,5 und 2 GVE betreffen nur die ab dem 1. Januar 1994 eingereichten Anträge.

Wenn die Anzahl Tiere, die innerhalb eines Betriebs vorhanden sind und bei der Berechnung des Faktors der Dichte gemäß Artikel 4 Punkt g) Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 805/68 berücksichtigt werden 15 GVE nicht übersteigt, ist die maximale Dichte von 3 GVE je Hektar anwendbar.

Jeder Stier, jede Kuh oder jedes andere Rindvieh, das älter als zwei Jahre ist, entspricht 1 GVE und jedes Rindvieh von 6 Monaten bis 2 Jahren entspricht 0,6 GVE.

Die in Artikel 6 1° genannte Gewährung einer Unterstützung für Investitionen im Bereich der Eier- und Geflügelproduktion ist ausgeschlossen.

Keinerlei Unterstützung wird gewährt, wenn der Betrieb eine Anzahl vom AKE aufweist, die das durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, festgelegte Maximum übersteigt. »

**Art. 4.** In Artikel 9 Absatz 1 des Erlasses wird der Wortlaut « 60 606 Ecu je AKE » und « 121 212 Ecu je Betrieb » jeweils durch den Wortlaut « 73 224 Ecu je AKE » und « 146 448 Ecu je Betrieb » ersetzt.

**Art. 5.** In Artikel 10 Absatz 1 des Erlasses wird die Zahl « 360 000 » durch die Zahl « 439 344 » ersetzt.

**Art. 6.** Artikel 11 des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 11. Der Landwirt oder der Gärtner, der in den Genuß einer Unterstützung seitens der Europäischen Gemeinschaft gelangt, hat ein Anrecht auf eine regionale Unterstützung zur Förderung der Investitionen:

auf den Anteil der Anleihe, der 73 224 Ecu je AKE und 146 448 Ecu je Betrieb übersteigt, ohne jedoch, daß der bezuschufte Gesamtbetrag 366 120 Ecu je AKE oder 732 240 Ecu je Betrieb übersteigen darf, unter Berücksichtigung der Beträge, die bereits unter Bezugnahme der Artikel 4 und 8 der Verordnung (EWG) Nr. 797/85 des Rates vom 12. März 1985 zur Verbesserung der Effizienz der Agrarstruktur bezuschufte wurden, wenn die Aktion den Bau von Betriebsgebäuden, die im öffentlichen Interesse durchgeführte Umsiedlung von Gebäuden eines Betriebs, Ausbesserungsarbeiten an den Gebäuden oder Investitionen zum Schutz und zu der Verbesserung der Umwelt betrifft.

Diese Unterstützungen beinhalten die in Artikel 6 angeführten Maßnahmen und werden unter den in Artikel 7 genannten Bedingungen gewährt.

Die Zinssatzverminderung dieser Bezuschußung liegt bei höchstens 3 % während 10 Jahren.

Der Zinssatz, der zu Lasten des Bezugsberechtigten verbleibt, darf in keinem Fall unter 5 % liegen. »

**Art. 7.** Artikel 13 1° des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 1° die durch das vorgenannte Gesetz vom 15. Februar 1961 vorgesehenen Unterstützungen, die in Form einer Zinssatzverminderung gewährt werden. Die Verminderung liegt bei maximal 5 % während 10 Jahren, worunter ein Jahr Abschreibungsaufschub und ihr kapitalisierter Wert darf 24 164 Ecu nicht übersteigen.

Der Zinssatz, der zu Lasten des Bezugsberechtigten verbleibt, darf in keinem Fall unter 3 % liegen. »

**Art. 8.** Artikel 27 Absatz 1 des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Einrichtungsunterstützung beläuft sich auf maximal 18 123 Ecu. »

**Art. 9.** Artikel 31bis des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Den durch die gemäß Artikel 6 des vorgenannten Gesetzes vom 15. Februar 1961 anerkannten Kreditanstalten eingereichten Anträgen wird bis zur Erschöpfung der verfügbaren und bewilligten Mittel Folge geleistet.

Wenn der Umfang der verfügbaren und bewilligten Mittel, die notwendig sind, um den in Absatz 1 des vorliegenden Artikels angeführten Anträgen während einer Zeitspanne von 12 Monaten nachzukommen, jedoch die vorgenannte Zinssatzverminderung übersteigt, wird die in vorliegendem Erlaß genannte Zinssatzverminderung je nach Umfang der Mittel, die notwendig sind, um diesen Anträgen nachzukommen, verringert.

Für das Jahr 1994 gilt als Stichtag für das Einreichen der Anträge der 30. September 1994.

Die Verringerung wird prioritär auf die regionalen Unterstützungen angewandt und betrifft den Betrag des bezuschußten Anteils des Kredites.

Der Minister der Landwirtschaft der Wallonischen Region legt jedes Jahr die Berechnungsmodalitäten der vorgenannten Verringerung vor. »

**Art. 10.** Der Königliche Erlaß vom 19. August 1991, der den Königlichen Erlaß vom 25. Oktober 1990 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft abändert, wird aufgehoben.

**Art. 11.** Die Artikel 2, 3, 9 und 10 des vorliegenden Erlasses treten am 1. Januar 1994 in Kraft. Die Artikel 4 bis 8 treten am 1. Januar 1993 in Kraft.

**Art. 12.** Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

## VERTALING

N. 94 — 2463

[C — 27499]

**23 JUNI 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de koninklijke besluiten van 25 oktober 1990, 19 augustus 1991 en 19 augustus 1992 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1994 tot vaststelling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 houdende regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 februari 1961 houdende algemeen reglement van het Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 januari 1979, 5 augustus 1982 en 3 januari 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1990 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 augustus 1991 en 19 augustus 1992;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2328/91 van de Raad van 15 juli 1991 betreffende de verbetering van de doeltreffendheid van de landbouwstructuur;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 870/93 van de Commissie van 14 april 1993 tot wijziging van de Verordening (EEG) nr. 2328/91 van de Raad ten aanzien van de aanpassing van sommige in Ecu vastgestelde bedragen ten gevolge van de wijziging van de toe te passen omrekeningskoersen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 3669/93 van de Raad van 22 december 1993 tot wijziging van de Verordeningen (EEG) nrs. 2328/91, 866/90, 1360/78, 1035/72 en 449/69 voor een snellere aanpassing van de productie-, verwerkings- en afzetstructuren in het kader van de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het akkoordprotocol tussen de Gewesten en de Federale Minister voor Landbouw betreffende de landbouwaangelegenheden die geregionaliseerd werden overeenkomstig de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voorafgaande genoemde verordeningen in al hun elementen verplichtend zijn en rechtstreeks toepasselijk zijn in alle lidstaten met inkrachtreding respectievelijk op 1 januari 1993 en 1 januari 1994 en dat het geboden is het volledig gebruik van de machtigingen tot jaarlijkse vastlegging inzake steun aan de investeringen in de landbouw toe te staan, bijzonder in 1994 met een indieningsperiode, die tot 31 maart 1994 beperkt was krachtens het artikel 31bis van het koninklijk besluit van 25 oktober 1990;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden de landbouw behoort,

Besluit :

**Artikel 1.** Het besluit, waarop de in de hierna volgende artikelen 2 tot 9 bedoelde wijzigingen betrekking hebben, is het koninklijk besluit van 25 oktober 1990, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 augustus 1991 en 19 augustus 1992.

**Art. 2.** Artikel 4, lid 4 tot 6, van het besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het referentie-inkomen mag niet hoger zijn dan het gemiddeld brutoloon van niet agrarische werknemers. Onder volwaardige arbeidskracht (VAK) dient een jaarlijkse arbeidsduur van 1 800 uren te worden verstaan. De Minister van Landbouw voor het Waalse Gewest stelt elk jaar het in aanmerking te nemen referentie-inkomen vast. »

**Art. 3.** Artikel 7 van het besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 7. De in artikel 6 bedoelde steunregeling kan betrekking hebben op investeringen die gericht zijn op :

a) verbetering van de kwaliteit en omschakeling van de productie op basis van de eisen van de markt en, in voorkomend geval, voor de aanpassing aan de gemeenschappelijke kwaliteitsnormen;

b) diversificatie van de bedrijfsactiviteiten, met name door toeristische en ambachtelijke activiteiten of de productie en de verkoop op het bedrijf van produkten van het bedrijf;

c) aanpassing van het bedrijf om de produktiekosten te drukken, en energie te besparen;

d) verbetering van de levens- en arbeidsomstandigheden;

e) verbetering van de hygiëne in de veehouderijen, naleving van de communautaire normen inzake het welzijn van de dieren of, bij gebreke daarvan, van nationale normen tot wanneer communautaire normen vastgesteld worden;

f) bescherming en verbetering van het milieu.

De in lid 1 bedoelde steun mag niet worden verleend voor investeringen in de sector van de melkproductie die leiden tot het overschrijden van de in uitvoering van de artikelen 2, 3 en 6 van Verordening (EEG) nr. 857/84, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 590/85 vastgestelde referentiehoeveelheid, behalve wanneer vooraf een extra referentiehoeveelheid is toegekend in toepassing van artikel 4, § 1, sub c) van die Verordening of via overdracht is verkregen in uitvoering van artikel 7 van dezelfde Verordening.

In dit geval wordt de steun slechts toegekend indien de investering niet tot gevolg heeft dat het aantal melkkoeien stijgt tot meer dan 40 per VAK en tot meer dan 60 per bedrijf, of indien het bedrijf over meer dan 1,5 VAK beschikt, niet tot gevolg heeft dat het aantal melkkoeien met meer dan 15 % stijgt.

De in artikel 6, 1<sup>o</sup>, bedoelde steunverlening voor investeringen om het aantal mestvarkensplaatsen te verhogen is uitgesloten.

De plaats voor een fokzeug komt overeen met 6,5 plaatsen voor mestvarkens.

Voorts mag, wanneer een verbeteringsplan voorziet in investeringen in de sector varkenshouderij, voor deze investering slechts de in lid 1 voorziene steun worden toegekend indien na uitvoering van het plan ten minste het equivalent van 35 % van het door de varkens verbruikte voeder op het bedrijf kan worden geproduceerd.

De in § 1 bedoelde steun voor investeringen in de rundvleessector, met uitzondering van maatregelen ter bescherming van het milieu, wordt uitsluitend toegekend aan veehouderijen met, in het laatste jaar van het plan, niet meer dan drie, twee en half en twee grootvee-eenheden (GVE) per hectare voor de voeding van die runderen bestemde totale oppervlakte voedergewassen, voor plannen die eindigen respectievelijk in 1994, 1995 en 1996 of later. De limieten van 2,5 en 2 GVE per hectare zijn enkel toepasselijk op aanvragen ingediend na 1 januari 1994.

Wanneer het aantal dieren gehouden op een bedrijf en in acht te nemen voor de bepaling van dit aantal overeenkomstig artikel 4, punt g), 1e lid, van de Verordening (EEG) nr. 805/68 niet hoger is dan 15 GVE, is het maximum aantal van 3 GVE per hectare van toepassing.

Elke stier, koe, of ander rund van meer dan 2 jaar vertegenwoordigt 1 GVE en elk rund van 6 maand tot 2 jaar 0,6 GVE.

De in artikel 6, 1<sup>o</sup>, bedoelde steun kan in geen geval worden toegekend voor de sector eieren en pluimvee.

Aan de bedrijven, die een aantal VAK tewerkstellen dat hoger is dan een door de Minister van Landbouw vastgesteld maximum, wordt geen steun verleend. »

**Art. 4.** In artikel 9, 1e lid, van het besluit worden de woorden « 60 606 Ecu per VAK » en « 121 212 Ecu per bedrijf » respectievelijk vervangen door de woorden « 73 224 Ecu per VAK » en « 146 448 Ecu per bedrijf ».

**Art. 5.** In artikel 10, 1e lid, van het besluit wordt het getal « 360 000 » vervangen door het getal « 439 344 ».

**Art. 6.** Artikel 11 van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. De landbouwer of tuinder, die communautaire steun geniet, kan gewestelijke steun aan investeringen genieten :

voor het gedeelte van de lening boven 73 224 Ecu per VAK en 146 448 Ecu per bedrijf, zonder dat het totaal gesubsidieerd bedrag evenwel 366 120 Ecu per VAK of 732 240 Ecu per bedrijf kan overschrijden, rekening houdend met de reeds voorheen gesubsidieerde bedragen krachtens de artikelen 4 en 8 van de Verordening (EEG) nr. 797/85 van de Raad van 12 maart 1985 betreffende de verbetering van de doeltreffendheid van de landbouwstructuur, waarbij de verrichting betrekking heeft op de bouw van bedrijfsgebouwen, de verplaatsing ten algemene nutte van bedrijfsgebouwen, grondverbeteringen of investeringen ter bescherming en verbetering van het milieu.

Die steun omvat de maatregelen voorzien in artikel 6 en wordt toegekend naar de bij artikel 7 gestelde voorwaarden.

De rentetoeslag bedraagt maximum 3 % gedurende tien jaar.

De rente die ten laste blijft van de begunstigde mag in geen geval minder dan 5 % bedragen. »

**Art. 7.** Artikel 13, 1<sup>o</sup>, van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1<sup>o</sup> de steun onder de vorm van rentetoeslag voorzien bij de voormelde wet van 15 februari 1961. De tussenkomst bedraagt maximaal 5 % gedurende tien jaar waarvan één jaar met vrijstelling van aflossing, en de gekapitaliseerde waarde ervan mag 24 164 Ecu niet overschrijden.

De rente die ten laste blijft van de begunstigde mag in geen geval minder dan 3 % bedragen. »

**Art. 8.** Artikel 27, 1e lid, van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De startpremie bedraagt maximum 18 123 Ecu. »

**Art. 9.** Artikel 31 bis van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De aanvragen ingediend door de krachtens artikel 6 van de hiervoor genoemde wet van 15 februari 1961 erkende kredietinstellingen worden ingewilligd tot het verloop van de machtiging van de beschikbare verbintenis.

Nochtans wanneer het volume verbintenissen, nodig om de in het eerste lid van dit artikel bedoelde aanvragen in te willigen tijdens een periode van twaalf maanden, de voorgenoemde verbintenis aanvraag overschrijdt, zal de in dit besluit bedoelde rentetoeleage gereduceerd worden naar rato van het volume verbintenissen nodig om deze aanvragen in te willigen.

Voor het jaar 1994 wordt de periode voor de indiening van de dossiers afgesloten op 30 september 1994.

De reductie wordt allereerst toegepast op de gewestelijke steun; zij slaat op het bedrag van de gesubsidieerde kredietstijf.

De Minister van Landbouw voor het Waalse Gewest legt elk jaar de berekeningsmodaliteiten van de hiervoor genoemde reductie vast. »

**Art. 10.** Het koninklijk besluit van 19 augustus 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1990 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw wordt opgeheven.

**Art. 11.** Wat betreft de artikelen 2, 3, 9 en 10, heeft dit besluit uitwerking met ingang van 1 januari 1994, en wat betreft de artikelen 4 tot 8, met ingang op 1 januari 1993.

**Art. 12.** De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN